

L'ETAT DES  
POLITIQUES  
SOCIALES

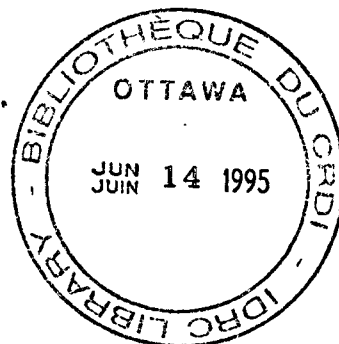
DANS

LA REGION  
DE

L'AFRIQUE  
DE

L'OUEST  
ET  
DU CENTRE

*PAR*  
*SOUMANA*  
*DOUMBLA*



AR 400  
30000110  
54

# **L'ÉTAT DES POLITIQUES SOCIALES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

## **INTRODUCTION :**

A - RAISON D'ÊTRE DU TRAVAIL :

B - COMPRÉHENSION DES POLITIQUES SOCIALES

C - LES TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE

D - DÉMARCHE UTILISÉE ET LIMITES

## **I - PRÉSENTATION DU CONTEXTE OUEST ET CENTRE AFRICAIN**

A - POSITION DES PAYS RETENUS DANS LE CONTEXTE RÉGIONAL ET INTERNATIONAL.

B - QUELQUES CONTRAINTES MAJEURES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

1 - AU PLAN GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENTAL.

2 - AU PLAN ÉCONOMIQUE.

3 - AU PLAN SOCIO-POLITIQUE ET CULTUREL.

C - LA GAMME DES INITIATIVES ET OPPORTUNITÉS ACTUELLES (PERSPECTIVES ET VOIES DE CHANGEMENT).

D - LA PROBLÉMATIQUE DES POLITIQUES SOCIALES ET DE LA RECHERCHE EN POLITIQUES SOCIALES.

## **II - L'EXEMPLE COMPARATIF SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **III - RÉSULTAT DES ANALYSES**

A - A PROPOS DES RÔLES DES DIFFÉRENTS NIVEAUX.

B - LES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS.

C - REDEFINITION DU CADRE POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES SOCIALES.

D - PROPOSITION DE POINTS D'ENTRÉE.

E - PROPOSITION DE MÉTHODOLOGIE \ COLLABORATION.

F - PROPOSITION POUR LES RESSOURCES HUMAINES ET LES INSTITUTIONS.

### **IV - CONCLUSION**

## **L'ÉTAT DES POLITIQUES SOCIALES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

### **INTRODUCTION:**

#### **A - RAISON D'ÊTRE DU TRAVAIL :**

*Le CRDI a un programme de Politiques Sociales avec les priorités suivantes :*

*. Appui de la recherche appliquée multi disciplinaire (contenu, planification, mise en place, gestion et résultats des Politiques Sociales).*

*. Le But du programme est :*

- de susciter l'innovation politique pour les besoins humains essentiels ;*
- encourager les solutions au problème de pauvreté à partir de la base.*
- promouvoir l'émergence d'un développement durable.*

*Pour y parvenir, le CRDI entrevoit 4 défis à relever pour la formulation des politiques sociales :*

- Processus de globalisation,*
- Changement des relations entre l'État et la Société Civile,*
- Mise en place et accès aux Services Sociaux en milieu urbain,*
- Processus d'apprentissage social et institutionnel pour le changement.*

*Tout cela : cadre actuel des réformes sociales.*

*Dans cette démarche le CRDI encourage la recherche autour des axes suivants :*

*. Comment*

*. A travers quel processus (mécanisme, structure) :*

*. Quels moyens*

. *Quels degrés de succès (résultats positifs des décisions et mesures en matières de politiques sociales conçues, mises en oeuvre et évaluée).*

. *Bilan des pays (planification, mise en place, évaluations et résultats).*

*Les points d'entrée suivants ont été retenus :*

- *Processus de planification*
- *Formation*
- *Mise en place*
- *Évaluation des décisions en matière de politiques sociales.*

*Dans le cadre de ce vaste programme de politiques sociales le CRDI a entrepris un série d'analyses et de recherches en Afrique, en Amérique Latine et en Asie portant sur :*

- *"Le Développement des capacités institutionnelles en Afrique: Appui Institutionnel en matière de Formation et de Recherche-CRDI-DAKAR 1992".*
- *"La Recherche en Politiques Sociales : Évaluation des Capacités Institutionnelles" Rapport de G. NEILL et S. OUATTARA - Mai 1993.*
- *Research on Social Policy : Proposals for a Future Agenda - Mario Torres July 1993.*

*Les résultats de ces initiatives ont contribué fortement à appréhender le potentiel existant, les contraintes et blocages.*

*En vue de stimuler les débats et les réflexions le CRDI envisage la création d'un réseau de recherche en Politiques Sociales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La présente étude s'inscrit dans cette perspective en mettant à la disposition du CRDI un document de base pour discussion lors du Séminaire - Atelier.*

*L'objectif de ce document est de présenter l'état des Politiques Sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre, en mettant l'accent sur les problématiques, la formulation des politiques sociales et leur mise en place, les points d'entrées pour la recherche.*

## **B - COMPRÉHENSION DES POLITIQUES SOCIALES :**

*En se référant aux divers documents, il s'agirait des domaines d'actions (autres que les actions économiques) et des stratégies qui visent à assurer le bien-être des populations.*

*Le CRDI retient dans son programme de politiques sociales que :*

*"Les Politiques sociales sont le fruit de mécanismes et mesures politiques conçus, planifiés et mis en application pour répondre aux besoins fondamentaux des êtres humains. Elles découlent de décisions nationales et locales qui visent un développement plus efficace des ressources humaines en vue des changements d'ordre social et économique".*

*Pour certains autres, les "Politiques Sociales" sont comprises comme les actions conçues et réalisées par l'État, ou avec l'appui de l'État pour atteindre le développement humain.*

*Elles comprennent typiquement les activités qui cherchent à promouvoir la survie humaine, le développement de la petite enfance, la nutrition, l'éducation intégrale, les capacités de compréhension, le développement de la famille, la prévention, les problèmes de santé, la Sécurité Sociale, la participation sociale. Ces activités sont différentes des services sociaux qui constituent les instruments des politiques sociales.*

*Elles s'intéressent d'une part aux secteurs d'activités sociales comme l'éducation, la santé, la formation, l'environnement, le logement, les populations, les femmes, l'urbanisation, etc... et d'autre part aux mécanismes de formulation, programmation, planification, exécution et évaluation des programmes de développement économique et social.*

*Elles s'intéressent donc au processus de développement qui semble-t-il ne s'organise pas de façon équilibrée et qui souvent tient peu compte des besoins et priorités des populations.*

*Faute de trouver mieux, je recommande que la clarification et l'harmonisation des compréhensions du thème soit une des priorités des recherches futures, et que cet aspect soit déjà retenu comme point d'entrée.*

### **C - LES TERMES DE REFERENCE DE LA CONSULTANCE :**

*La consultance consiste à rédiger un texte présentant en général la problématique des politiques sociales dans la région (leur formulation et leur mise en place).*

*En mettant principalement l'accent sur les pays suivants : Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Sénégal, il s'agissait :*

- *De faire l'analyse du rôle des divers niveaux de gouvernement (national, régional, local) et celui de la société civile dans la formulation et la mise en place de politiques sociales et la manière dont ces divers niveaux inter-agissent.*
- *D'identifier les facteurs qui influencent la formulation et la mise en place de politiques sociales ; inscrire cette analyse dans le contexte socio-économique et tenir compte des dimensions culturelles de la région ;*
- *De proposer un cadre politique adéquat pour le développement de politiques sociales efficaces et performantes dans la région en spécifiant le rôle et la place des différents niveaux de gouvernement et ceux de la société civile dans cette stratégie.*
- *De proposer divers points d'entrée possibles pour la recherche dans le domaine des politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre afin de mettre en place la ou les stratégies proposées ; pour chacun des points d'entrée avancés une série de thèmes de recherche seront proposés à titre d'illustration ;*
- *De déterminer les ressources humaines et institutionnelles requises pour mettre au point une série de recherches dans le domaine des politiques sociales ayant chacune une envergure nationale.*

*Ce travail qui doit servir de base au séminaire-atelier prochain du CRDI a été réalisé en Octobre - Novembre 1993.*

## **D - LA DÉMARCHE UTILISÉE ET LES LIMITES :**

*Nous avons procédé à :*

- *L'analyse d'un document provisoire sur le "Rapport sur la Recherche en Politiques Sociales.*
- *L'évaluation des capacités Institutionnelles" - Mai 1993, et du document "Reseach on Social Policy Proposals For a Future Agenda - July 1993, remis par le commanditaire,*
- *La recherche et l'analyse documentaire à partir d'autres sources.*
- *Aux discussions avec certaines personnes ressources spécialisées et chercheurs en sciences sociales.*

*Cependant, nous avons eu certaines difficultés à trouver des documents faisant réellement le point sur les politiques sociales. Il existe des dossiers et surtout des orientations de politique dans certains domaines comme l'éducation, la santé, l'auto-suffisance alimentaire etc... donc beaucoup plus d'approches sectorielles et technico-économiques.*

*Il aurait été très utile pour mieux faire des analyses comparatives intéressantes de pouvoir réaliser des investigations dans deux ou trois des pays retenus.*

*Nous avons été surpris de constater que bon nombre d'interlocuteurs parmi les décideurs et cadres n'ont pas une vision claire sur toute la portée de cette notion de "Politiques Sociales".*

*Compte tenu de tous ces aspects, nous avons donc essayé de centrer le travail autour*

- *De l'analyse et la présentation du contexte avec ces contraintes et opportunités.*
- *De la problématique des politiques sociales et de la recherche.*
- *Des propositions d'axes de réflexion dans le domaine.*



## **I - PRÉSENTATIONS DU CONTEXTE OUEST ET CENTRE AFRICAIN**

*Le cadre de cette analyse sommaire porte sur l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Francophones, Anglophones, et Lusophones), mais plus spécifiquement et dans un premier temps sur huit (8) pays qui sont le Burkina-Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Gambie, le Ghana, la Guinée, le Mali, et le Sénégal, totalisant environ 80 à 90 Millions d'habitants.*

### **A - POSITION DES PAYS RETENUS DANS LE CONTEXTE RÉGIONAL ET INTERNATIONAL.**

*Dans le contexte africain , ces pays ont joué un rôle important dans l'histoire et l'évolution socio-politique de la région.*

*Membres actifs et influents des grands ensembles régionaux comme la CEDEAO, l'UMOA, le CILSS, ces pays ont un réel poids économique et politique sur le continent et sur l'échiquier international.*

*Sur le plan de la recherche, ils sont le siège de nombreuses institutions de formation, de recherche et de développement de renommée internationale : Université d'Abidjan ou de DAKAR, LE CERPOD, ENDA, CESAO, l'IPD-AOS, INADES-FORMATION, IRED, FRAO, CRES, etc...*

*Cette vaste région n'échappe point aux crises et turbulences tant environnementales qu'économiques ou socio-politiques.*

*En effet, le monde connaît depuis les années 1970-80 une série de crises profondes, de turbulences et perturbations violentes accompagnées d'une récession économique difficile aboutissant à des changements profonds dont les répercussions globales sont entre autres :*

- *les rapides transformations de l'environnement politique avec la dislocation du bloc de l'Est et l'évolution des tensions Est-Ouest.*
- *L'émergence des mouvements démocratiques et du pluralisme politique.*

- *La modification dans le rôle de l'État nouveau.*
- *La croissance et l'intensification de l'interdépendance de l'économie mondiale.*
- *La tendance à la régionalisation.*
- *Toute cette évolution aura de larges conséquences sur l'Afrique.*

## **B - QUELQUES CONTRAINTES MAJEURES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES ET SOCIAL.**

### **1 - AU PLAN GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENTAL :**

*Nous assistons à la savanisation et sahelisation des zones jadis plus humides et la désertification des zones sahéliennes, aggravant ainsi les contraintes climatiques et environnementales dont les conséquences sont entre autres : insuffisance ou irrégularité de pluies ; sécheresse ou inondation cyclique.*

*En outre, il faut y ajouter tous les mécanismes de dégradations écologiques et d'autres fléaux comme : criquets, pollutions ou épidémies, famines ou disettes et enfin l'exode rural massif, pesant ainsi lourdement sur la productivité agro-pastorale.*

### **2 - AU PLAN SOCIO-ÉCONOMIQUE :**

*Ils appartiennent à la série des PMA dont l'économie extravertie est basée pour l'essentiel sur le secteur primaire peu moderne et un secteur secondaire timide et peu performant.*

*L'insuffisance d'infrastructure adéquate allée au sous équipement technique dans certain domaine font que les outils de production sont à des niveaux peu concurrentiels.*

*L'Agriculture, l'élevage ou la pêche qui occupent 60 à 85 % des populations et 70 à 80 % des PIB souffrent du manque d'équipement et d'investissement.*

*Le problème de soutien et de débouché pour le monde rural constitue un handicap au processus de capitalisation. Les autres activités économiques : industries, commerce ou artisanat souffrent du manque de capitaux, d'organisation et de gestion adéquate.*

*L'enclavement qui doit être apprécié en fonction du déséquilibre extérieur et de la dépendance fondamentale de l'économie vis-à-vis de l'étranger, de certains d'entre eux (pays intérieur) tranche avec le manque ou la faiblesse de marché intérieur et régional pour les plus dynamiques.*

*La limitation des ressources budgétaires nationales et locales rend les gouvernements peu crédibles. Cette limitation s'est accentuée avec le PAS et les programmes d'austérité avec le cortège de problèmes économiques, de maux socio-politiques (chômage et problème d'emploi ; urbanisation anarchique et problème des sans abris ; problèmes d'investissement et aussi de gestion ; continuation de la fraude à grande échelle et du trafic d'influence).*

### **Conséquences :**

*Ces États connaissent une crise très grave. Ils sont devenus maintenant semblable aux "albatros". Ils sont incapables de promouvoir la transformation et la diversification économique nécessaire pour le bien être des populations.*

*Au plan international, les pays sont assiégés, confinés dans le rôle des producteurs spécialisés de produits de base (cacao, coton, café, arachide, etc...) dans un système d'échange très inégal.*

*Certains ont des difficultés à assurer l'auto-suffisance alimentaire de leur population. Les services et avantages sociaux sont concentrés dans les zones urbaines provoquant un exode constant vers les villes.*

*Il y a la persistance des politiques et programmes de développement imposés, mal conçus et mal gérés.*

*La stabilité et la croissance économique commencent à être des notions idylliques pour certains.*

*Les états fragiles sont aux abois. Ils subissent le diktat des institutions internationales.*

*Ces économies africaines, traversent une crise profonde et celle-ci a des causes à la fois internes et externes. Tout le monde l'admet actuellement, mais c'est la réponse à cette crise multiforme qui pose problème. La nécessité de l'ajustement et du changement se fait sentir et s'impose à tous.*

*Certains préconisent l'ajustement et l'intégration plus poussée des économies africaines à l'économie marchande par l'augmentation des échanges ; d'autres suggèrent la transformation par le développement d'économies endogènes répondant d'abord aux besoins des populations locales.*

*Examinons brièvement les réponses de cette institution prestigieuse qu'est la Banque Mondiale. Elle préconise une croissance économique basée sur l'augmentation de la production et de la productivité mais, en réalité, nous sommes placés en face d'une croissance "extravertie", c'est-à-dire liée à une*

demande extérieure. L'augmentation de la production et partant des exportations, est financée par le capital étranger. Il est vrai que les pays africains sont à court de devises. Mais cela a des conséquences à moyen et long terme :

- risques de perturbations écologiques, surtout dans le secteur agricole où l'augmentation de la production cotonnière ou arachidière passe, par exemple, par l'extension des superficies et l'utilisation des engrais et des pesticides.
- L'accroissement de la dette qui est déjà lourde pour les pays africains.
- L'expérience récente montre que la croissance extravertie n'est pas synonyme du développement. Par exemple le "miracle ivoirien" des années 70 s'est effondré comme un château de cartes dans les années 80. Comment expliquer cette situation. La vérité est que dans une économie sous-développée et extravertie, le "tribut" payé aux Bailleurs de fonds est supérieur aux flux financiers provenant de ces derniers vers les pays tiers. Actuellement, les économistes estiment que les flux financiers en provenance des pays africains vers le Nord sont supérieurs aux flux du Nord vers le Sud, voilà qui exclue toute possibilité de développement interne de l'Afrique à partir du paradigme de la Banque mondiale.

Sur le plan social, la Banque propose non seulement une croissance économique durable, "auto-entretenu" et qui tient donc compte des données écologiques (environnement) mais aussi une croissance économique équitable, c'est-à-dire qui intègre aussi les aspects de justice sociale dans le cadre de la politique d'ajustement structurel. La Banque suggère la généralisation de l'éducation et des soins de santé primaire, l'intégration régionale et la démocratisation comme conditions du développement. On peut difficilement ne pas souscrire à ces intentions. Mais comment va-t-on financer le social quand les ressources financières s'amenuisent ? Par la suite de pressions surtout des ONG du Nord, la Banque Mondiale est devenue un "fervent défenseur du dossier social de l'ajustement" et une division est même consacrée aux "dimensions sociales de l'ajustement" (D.S.A.), mais le social fonctionne à la Banque comme une simple mesure d'accompagnement de l'ajustement pour le rendre plus "doux" plus "acceptable".

### **3 - AU PLAN POLITIQUE ET CULTUREL :**

La situation internationale, l'impact des mauvaises politiques économiques, le joug des politiques d'Ajustement Structurel sont en partie à l'origine de l'aggravation de la crise profonde qui secoue les Sociétés de ces États.

*La pauvreté est presque généralisée. La majorité silencieuse des défavorisés, formées par les couches les plus vulnérables, à savoir les femmes, les vieillards, les enfants, les ruraux et les démunies de tous genres des villes et qui produisent selon les cas 60 à 80 % des richesses, restent marginalisés, exposés et toujours vulnérables. La plupart luttent pour la survie par rapport à une minorité vivant dans l'opulence. L'analphabétisme est à plus de 50 % et peut atteindre 80 % dans ces couches défavorisées ; alors que l'accès aux soins de santé primaires, à la sécurité ou à l'eau potable reste encore réduit.*

*Après le désengagement de l'État des secteurs économiques, singulièrement du secteur industriel, aucune stratégie de développement industriel n'est perceptible chez les partenaires privés, l'on assiste plutôt à un désinvestissement massif des secteurs productifs au profit des activités spéculatives.*

*A la stagnation, si ce n'est le recul des activités économiques, s'ajoute l'endettement extérieur et intérieur et la situation se trouve aggravée par l'explosion démographique. La population africaine s'accroît plus vite que les ressources susceptibles de l'entretenir. La crise de la dette se trouve aussi exacerbée par une gestion chaotique des maigres ressources disponibles. Cette situation économique a des effets immédiats sur la vie des populations : les infrastructures et les équipements éducatifs et socio-sanitaires se dégradent, le niveau d'éducation baissé, les centres de formation classique sont devenus des lieux de production de chômeurs.*

*Le dégraissage des fonctions publiques, la fermeture des entreprises alliés à l'exode rural massif pour diverses raisons ont fait gonfler les villes de sans emplois avec la recrudescence de la violence,..... et de l'insécurité ; corruption et les trafics louches de tous ordres ; des maladies, de la mendicité ; etc...*

*De nouvelles formes de délinquance apparaissent chez les jeunes : la prostitution, la drogue et l'alcoolisme. Sur le plan sanitaire : la santé des populations se dégrade sans cesse et le phénomène du SIDA constitue une grave menace pour les populations locales mal informées, mal protégées, mal soignées (3 à 20 % de Séropositifs dans la Région).*

*Le paradoxe existe entre cette croissance urbaine rapide avec de nombreux sans abris et des quartiers - ghettos misérables et insalubres - et la régression dramatique des services publics; donc un mélange explosif en perspective.*

*Les États surchargés tentent de se désengager en catastrophe sans le minimum de préparation ; les services publics sont difficilement assurés par rapport à l'énorme attente des populations.*

*De là, une crise de confiance et d'autorité dans les états et leurs structures, aggravée par les lourdeurs bureaucratiques.*

*La situation politique n'a pas toujours permis l'éclosion des initiatives et la participation des populations à la gestion des affaires. Les partis uniques sont roi. Pas de liberté d'expression, de presse et d'opinion. Le dialogue est presque inexistant et la concentration des pouvoirs est aux mains d'une équipe dirigeante avec son lot de clients peu soucieux du dialogue et de la concertation avec d'autres partenaires sociaux.*

*Actuellement, à la faveur des bouleversements politiques de l'Est européen et des luttes populaires dans les différents pays africains, la situation politique africaine peut être schématiquement présentée de la manière suivante :*

- *L'émergence dans certains pays, surtout francophones de régimes constitutionnels à "tendance démocratique" illustrée par l'existence de nouvelles constitutions reconnaissant les droits démocratiques ou l'existence de projets constitutionnels, allant dans le sens des libertés politiques : Afrique Occidentale et Centrale.*
- *L'existence de mouvements de "libération interne" qui prétendent incarner l'alternative démocratique aux dictatures : Corne de l'Afrique et Afrique de l'Est.*
- *L'inéluctable démocratisation de l'Afrique Australe avec la mort lente mais sûre de l'Apartheid en Afrique du Sud.*
- *L'extension du mouvement en faveur des droits de l'homme qui se manifeste par la création d'associations ou de mouvements des droits de l'homme et des peuples, etc...*

*Mais à côté de ces incontestables avancées démocratiques, il faut reconnaître que le vent de démocratie qui souffle sur l'Afrique, touche très peu ou de manière superficielle le monde rural majoritairement "pauvre" et "illettré", même si des voix s'élèvent par ci par là, pour faire entendre la "voix des sans voix" : les paysans. Les ruraux sont sollicités surtout pour plébisciter les élites urbaines en quête de suffrages en vue d'accéder au pouvoir. Il faut avouer aussi que le processus actuel de démocratisation ne fait qu'effleurer les principaux problèmes de l'Afrique. Par exemple : il n'accorde pas assez de place à la femme. En écrivant cela, nous ne voulons pas céder à la mode, mais la réalité nous force à reconnaître que notre société souffre de graves déséquilibres entre ses composantes*

*mâles et femelles. Ce ne sont pas les seuls ! Malgré sa participation décisive aux mouvements de transformation sociale, la jeunesse et ses problèmes (l'éducation, l'emploi...) ne sont pas abordés de manière prospective et décisive. Les questions fondamentales et vitales telles que les déficits alimentaires chroniques, le chômage structurel, le cadre de vie (environnement) qui se dégrade sans cesse, la marginalisation économique de l'Afrique, etc... ne sont pas examinés avec pertinence (quand elle ne sont pas simplement mises entre parenthèses) par les nouvelles formations politiques. Les violations massives des droits de l'homme restent d'actualité dans certains pays en dépit d'une démocratisation auto-proclamée.*

*Nous sommes donc en présence d'une dynamique socio-politique essentiellement "urbaine", "mâle", élitiste et d'inspiration idéologique externe. En effet, la plupart des partis naissent en ville (à l'exception des mouvements de guérilla organisés en front politico-militaires) et se créent surtout dans les capitales. Ils sont donc dominés par les hommes de la ville dont la préoccupation majeure porte sur le contrôle du pouvoir. Malgré son caractère opérationnel pour jeter les bases d'une démocratie, le concept de "parti politique" semble encore peu adéquat pour exprimer et représenter les intérêts de la majorité de la population à la base.*

*Sur le plan Culturel, il existe un vide provoquant l'orientation de la jeunesse vers les valeurs occidentales.*

*D'autre part, c'est le refuge dans le religieux avec toute sorte de manifestations, notamment l'intégrisme.*

*Le processus de démocratisation amorcé reste un acquis fragile avec des soubresauts, des répressions.*

*Cependant, ces difficultés et contraintes de toute nature, n'excluent pas l'éclosion et le développement de nombreuses initiatives et opportunités pour un développement socio-économique harmonieux et participatif.*

### **C - LA GAMME DES INITIATIVES ET OPPORTUNITÉS ACTUELLES :**

- *Il existe une réelle prise de conscience, au niveau des états, collectivités et organisations, des risques écologiques et de la dégradation de l'environnement faisant suite aux séries de sécheresses survenues récemment. De là, de nombreux programmes d'aménagements et de gestion des Ressources Naturelles et des préoccupations pour la problématique de l'Environnement et Développement. L'institution CILSS et autres réseaux en font leur cheval de bataille.*

- *La volonté manifeste des dirigeants d'en finir avec les barrières frontalières et d'élargir l'espace géographique et économique d'échange des hommes et des biens.*
- *De nombreux pôles de regroupement autour d'intérêts communs à travers les organisations OMVS, Liptako-gourma, CEA, CEDAO, UMOA, UDEAC, etc... constituent des facteurs positifs malgré les limites de certains d'entre eux. De là des initiatives amorcées afin d'élargir ces pôles d'intérêt. L'exemple de l'Union Européenne inspire de plus en plus les dirigeants pour unir leurs efforts afin de résister et affronter les pressions internationales.*

*L'espace social et politique existe aujourd'hui pour toutes sortes d'initiatives.*

*Depuis la conférence d'Arusha la participation populaire est connue et entre dans certaines pratiques.*

*La société civile très consciente de ses forces et de ses capacités bouge, s'organise et défend ses intérêts tout en exigeant son droit de savoir et de participer à la gestion du pays.*

*La disponibilité est acquise du moins, dans les discours et souvent dans les faits du côté des autorités et pouvoirs, si nous considérons les orientations concernant l'Environnement, la décentralisation, la solidarité, etc...*

*L'État se désengage et encourage les initiatives privées. C'est le libéralisme économique et le jeu de la concurrence. L'ouverture socio-économique et politique sont maintenant des réalités. Certaines dispositions sont prises pour améliorer la gestion des affaires publiques, des programmes et projets.*

*Des facilités et lois fiscales favorables sont adoptées pour développer l'emploi, l'investissement et le secteur privé.*

*Après 20 à 30 ans de privations, l'énorme potentiel humain dynamique, motivé et entreprenant trouve de plus en plus l'opportunité pour mettre en valeur les énormes possibilités hydro-agricoles en vue d'exploiter un marché de plus de 80 millions d'habitants.*

*Le processus de démocratisation poursuit inexorablement son cours avec certes des blocages, des difficultés et l'État de droit s'installe à son rythme selon le pays.*

*Les libertés démocratiques, individuelles et collectives se consolident avec la clarification progressive des rôles et responsabilités.*



*Les associations socio-professionnelles foisonnent et occupent l'espace politique, économique et social. Les partis politiques s'organisent avec enthousiasme pour conquérir le pouvoir ou jouer un rôle dans l'opposition.*

*Les éléments du contre pouvoir sont là. Les groupes de pressions émergent et se renforcent. De nombreuses mesures et disponibilités existent dans les domaines socio-économiques et politiques à savoir :*

- *Mise en place d'institutions et structures pour améliorer et alléger les procédures administratives; impliquer et appuyer la société civile et les initiatives.*
- *Création de départements techniques et structures chargées des domaines spécifiques sociaux (Ministère de la Santé et de la Solidarité, Fonds d'Action Social, Éducation de Base, art et culture, urbanisme et logement, environnement, etc...).*
- *Mise en place des mécanismes et structures de décentralisation politico-administratives avec les collectivités décentralisées comme au Mali et en Guinée.*
- *Liberté de presse et de communication qui se développe (5 à 20 journaux quotidiens ou hebdomadaires ; 2 à 10 radios libres rurales et privées, selon les pays).*
- *Développement des dialogues, concertations régulières et participations des représentants des associations, des ONG, du secteur privé et de la société civile, aux discussions sur les grands problèmes du pays.*

*La conséquence de toute cette "renaissance" à partir de certaines libertés fondamentales retrouvées se manifeste par le foisonnement artistique, littéraire, théâtral, cinématographique, musical, pictural, etc... ; jetant un oeil critique sur cette société en mutation ultra rapide.*

*De plus en plus, dans une approche sectorielle, l'attention se porte en terme de réflexions, de volonté et d'actions politiques et même de programmes sur :*

- *Les démunies, les défavorisés, les pauvres*
- *L'analphabétisme et les programmes d'alphabétisation.*
- *L'éducation de base, les déperditions scolaires et la scolarisation des jeunes filles.*
- *Le chômage et l'emploi des jeunes*

- *La liberté de presse et de communication.*
- *Le rôle du théâtre dans l'éducation.*
- *Le logement, l'assainissement et le cadre de vie.*
- *L'éducation sanitaire et la démographie.*

*Sur le plan institutionnel, nous avons les concertations et les colloques internationaux pour échanger les expériences, harmonisés les approches et adopter des stratégies et ligne de conduite :*

- *Le CAMES*
- *Récemment le ROCARE*
- *La Gestion des Ressources Naturelles.*
- *La naissance des associations nationales, régionales et internationales des droits de l'homme et des juristes.*
- *La rencontre des parlementaires*
- *l'AFAO, les Femmes entrepreneurs, etc...*

*Les opportunités portent sur l'espace international, économique et politique créé depuis les années 1980 et qui devient de plus en plus dynamique depuis les années 1993.*

*Tous les niveaux d'acteurs participent à ces diverses opportunités et initiatives.*

*Nous constatons l'engagement des États tous comme celui des partenaires bailleurs de fonds pour orienter et appuyer les diverses initiatives. Un élément de taille est l'assaut réalisé dans cette dynamique par les associations locales, les collectivités et organismes privés. A titre d'exemples citons:*

- *L'Association des Consommateurs qui dans tous les pays de la zone s'inquiète de la qualité des produits, mais aussi du prix.*
- *Le développement des écoles de base qui dans certains pays comme la RCI, et le BURKINA et récemment au Mali constitue un atout pour l'accroissement des taux de scolarisation.*
- *La naissance de nombreuses associations de jeunes diplômés pour l'assainissement dans les centres villes.*

*Les ONG constituent l'un des maillons pragmatiques et essentiels dans l'écllosion de ces initiatives à travers les séries de projets économiques, mais surtout sociaux compte tenu de leur approche humanitaire, philanthropique. Elles interviennent dans de nombreux secteurs tels que la santé, l'éducation, l'assainissement, les handicapés et la formation.*

### **LES PERSPECTIVES NOUVELLES ET VOIE DE CHANGEMENT :**

*Elles se manifestent par:*

- *La prise de conscience de la dépendance excessive des États à l'égard de l'aide étrangère devenue excessive. L'aide peut constituer un complément important aux efforts locaux. La prise en compte des personnalités locales compétentes (élus, scientifiques, intellectuels et représentants de base) dans l'examen des propositions d'aide, sont des atouts.*
- *Des compétences scientifiques et intellectuelles dont les qualités sont universellement connues. L'objectif est de mettre en commun les ressources humaines à travers une politique d'échanges et de coopération régionale.*
- *La manifestation d'une conscience claire que certains problèmes sont multinationaux et que leur résolution dépasse les pays pris isolément. Parmi ces problèmes il y a ceux qui ont trait à l'environnement, au respect des droits de l'homme, etc...*
- *Un courant fort dans la région qui réclame l'élaboration de nouvelles stratégie de développement afin que tous les citoyens puissent apporter une contribution significative tant à leur propre développement qu'à celui de la nation.*
- *La reconnaissance que malgré l'étendue et les dimensions multiples de la crise, l'objectif ultime est de réaliser une transformation sociale qui aille au delà des politiques individuelles.*
- *La décentralisation et la consolidation des gouvernements locaux.*

### **D - LA PROBLÉMATIQUE DES POLITIQUES SOCIALES ET DE LA RECHERCHE EN POLITIQUES SOCIALES :**

*L'analyse du contexte et de l'environnement socio-économique et politique africain et international nous révèle les réalités suivantes :*

*L'Afrique de l'Ouest et du Centre connaît depuis quelques décennies des changements profonds initiés par une multiplicité de facteurs internes et externes au continent. On peut citer l'introduction du pluralisme politique, la mise en place de politiques d'ajustement structurel avec pour effet une plus grande libéralisation du marché interne, le poids de la dette, une démographie galopante, un processus d'urbanisation accéléré et de désertification accrue, etc... Cette combinaison de facteurs a eu pour effet de changer considérablement la place et le rôle des États au sein des frontières de chaque pays. L'impact du processus de globalisation a eu pour conséquence de réduire la capacité financière et politique des États africains de conduire leurs politiques nationales. Un domaine d'action des États particulièrement affecté par ces changements est celui des politiques sociales. En effet, plusieurs des secteurs relevant traditionnellement de l'administration centrale de l'État sont passés sous la responsabilité des collectivités locales et du secteur privé. Cette décentralisation, sans être nécessairement accompagnée de moyens financiers suffisants, a souvent pour impact d'annihiler les stratégies sociales nationales des gouvernements sans que d'autres, plus décentralisées soient mises en place.*

*Ce processus de décentralisation et son impact ont suscité déjà de nombreuses études dans le domaine de l'économie. Cependant, le domaine des politiques sociales n'a pas encore retenu systématiquement l'attention des chercheurs de la région ; ceci en raison du nombre limité d'institutions de recherches en politiques sociales, et de la capacité relativement faible de celles qui existent.*

*Il est aussi à noter que l'on assiste par ailleurs à un certain changement de paradigme dans l'analyse du développement. En effet, jusqu'à récemment, le paradigme dominant considérait l'économie comme une instance autonome dont les mécanismes permettaient et devaient à eux seuls régir l'ensemble des autres dimensions sociales. Cette vision tend aujourd'hui à être remise en question à cause de l'échec global des stratégies de développement fondées sur le seul niveau économique et en particulier sur les politiques d'ajustement structurel. Il est de plus en plus accepté l'idée selon laquelle le but du développement - l'amélioration des conditions de vie des populations et en particulier des fractions les plus marginalisées - est non seulement déterminé par des facteurs économiques mais aussi sociaux et politiques. Un des défis est d'intégrer les politiques sociales et économiques de manière à mettre en place un processus de développement équilibré qui tienne compte des priorités des populations.*

*La problématique peut se ramener entre autres à certains aspects clés qu'il faut évoquer ici et dont l'un réside dans la nécessité de repenser les politiques de développement. Il faut ajouter :*

- *La compréhension (sans exagération, sans doute) et l'état des connaissances des politiciens, responsables, décideurs et planificateurs du concept de "Politiques Sociales" et des actions qui le soutenaient.*
- *Aussi la grande question est (sans offenser) : y'a-t-il des politiques sociales? globales ou sectorielles ? conçues et formulées à quel niveau et comment ?*
- *L'importance que les planificateurs accordent à l'approche technico-économiste du développement par rapport aux aspects du développement humain.*

*Il s'agit de cerner les problèmes liés à ces approches de développement et de planification ainsi que les facteurs qui déterminent le déroulement et l'efficacité.*

*Il s'agit aujourd'hui de voir la manière dont ces pays, gouvernements et organisations décident de l'orientation et de la mise en oeuvre de leur politique de développement.*

*Nous considérons que pour atteindre des objectifs de développement harmonieux et équilibré sur le plan économique et social, l'accent doit être mis désormais sur le développement humain à savoir un concept de développement axé sur l'homme et non sur les institutions, et dont les priorités et objectifs seront :*

- *De soulager la misère et la pauvreté,*
- *De veiller à ce que les démunis comme les autres aient accès à la sécurité alimentaire, à l'éducation, aux soins de santé, à la formation et aux autres services sociaux ; un filet de protection social dans le respect des droits du citoyen.*

*Le développement humain, le bien être individuel ne peut réellement exister là où existe la pauvreté (50 à 80 % de la population), le chômage et les inégalités, là où une proportion importante de la population n'est pas en mesure de satisfaire ses besoins élémentaires en santé, éducation, emploi, logement, loisir et qui souffre d'un manque d'équipement et d'appui économique pour la survie.*

*La vraie problématique concerne les dimensions sociales du développement en général et plus spécifiquement, la dimension sociale dans les projets, programmes de développement et leur planification.*

*Il s'agit de s'assurer que les mécanismes de planification exploitent et utilisent tous les atouts existants dans la formulation des stratégies et politiques sociales.*

*Tout cela nécessite la réflexion sur les mécanismes de renforcement et d'utilisation des compétences. En effet les capacités humaines et institutionnelles sont déterminantes dans la réalisation de l'objectif de développement socio-économique. Il s'agit des capacités indispensables pour comprendre et gérer les actions, mais pour prévenir et mieux réagir par rapport aux défis nationaux et internationaux.*

*D'où l'importance de la recherche et surtout de la recherche-action pour améliorer les programmes. Autrement dit comment développer et renforcer le rôle de la recherche en politiques sociales dans la formulation et la pratique des politiques.*

*Un constat dramatique est l'existence des compétences et des institutions nombreuses de recherches en politiques sociales dans la région et leur mise à l'écart par rapport au processus de planification.*

## **II - L'EXEMPLE COMPARATIF A PROPOS DE L'ENVIRONNEMENT :**

*Notre propos était d'indiquer simplement ici un certain nombre de thèmes et domaines qui constituent des préoccupations dans tous ces États et dont l'approche pose problème, malgré les volontés politiques affichées.*

*En effet, le plus important constat est la manifestation de la part des décideurs et des planificateurs du passage de la volonté à l'application.*

*Comment se fait cette action pratique ? Quels sont les mécanismes et où en est-on ?*

*Parmi les nombreux domaines qui font l'objet de préoccupation et d'expériences diverses, on peut citer entre autre : l'environnement, l'éducation, la Décentralisation, la santé, etc...*

### **Le Cas de l'Environnement :**

*Les ressources naturelles et la question de l'environnement bien que préoccupation ancienne, est actuellement de "mode" du fait de la dégradation du patrimoine "nature" dont le monde a pris conscience comme il a été manifeste lors de la Conférence de Rio sur l'Environnement en 1992.*

*Dans les régions qui nous intéressent les faits majeurs comme la pression démographique, l'exploitation anarchique des ressources, les crises climatiques et les longues sècheresses, les dégradations des ressources et la désertification ont des implications environnementales profondes. Chacun des pays tente d'aborder le problème. Le constat est que :*

- *Les gouvernements ont adopté quelques stratégies de sensibilisation et des programmes sectoriels :*

*Action de ceinture verte et journée de l'arbre, etc...*

*Foyer amélioré,*

*Programme de gestion des Terroirs ou des ressources naturelles comme le PNGTV du Burkina et PGRN au Mali.*

- *Les populations et collectivités locales ont certes intégré bon gré mal gré dans leurs pratiques quotidiennes certaines techniques de restauration et de préservation de la nature : lutte contre les feux de brousse ; mise en défens ; digues et diguettes anti-érosives ; agro-foresterie, plantations de bosquets villageois, etc...*
- *Les ONG sont assez dynamiques dans ce secteur au niveau des activités de sensibilisation, d'éducation et des micro-projets divers (C.E.S.).*
- *Les grandes institutions internationales, bilatérales et multilatérales sont aussi engagées.*

*La FAO, la GTZ, l'ACDI, etc... Appuient de gros projets étatiques de gestion des ressources naturelles.*

*Le PNUD, à travers son programme Réseau Afrique 2000 intervient via des ONG et les Associations de base dans les micros projets de formation, de protection de l'environnement et promotion du développement.*

*Le CILSS depuis 1986 a initié le Programme Sahélien d'Éducation (PSE) et en 1990 le Programme de Formation pour l'Environnement (PFIE).*

*Si l'Environnement constitue la base et le cadre d'un développement durable, il ne se réduit pas à sa seule dimension technique, mais comporte aussi et surtout des aspects politiques et sociaux.*

*A ce niveau les institutions de recherche se font l'écho des préoccupations étatiques. C'est ainsi qu'il y a l'idée de la mise sur pied d'une "Faculté des sciences de la nature et de l'Environnement à l'Université, d'Abidjan. Les autres institutions comme le CERPOD, l'UEPA, l'INSAH, l'IRSSH ont tous manifesté la volonté d'engager des projets dans ce domaine.*

*Dans tous les cas l'état de la recherche caractérisé par l'existence d'une masse de donnée écologiques, agricoles et démographiques dans les pays, suffit pour faire l'état des lieux des ressources naturelles et conduire une politique environnementale appropriée. De même les systèmes d'alerte contre la famine, des différents instruments de suivi, les observatoires installés, les "composantes recherche" de nombreux programmes ruraux qu'ils soient bilatéraux, privés ou publics constituent une importante sources de données environnementales prises isolément.*

*Enfin les discours des décideurs, chercheurs et planificateurs justifient et louent l'approche pluri disciplinaire ou intégrée de la question environnementale.*



*On peut souhaiter que l'initiative du CILSS à travers le PFIE constituera un vrai cadre scientifique et pédagogique d'intervention à la dimension des pays de la zone et pourra promouvoir une vraie synergie régionale avec une vision régionale partagée impliquant des partenaires (États, Associations villageoise, ONG, Opérateurs privées, partenaires financiers et citoyens élèves\parents).*

*L'exemple de l'Environnement montre que tout le monde fait quelque chose, quelque part. La roue est inventée et réinventée 1000 fois. Il existe des expériences et initiatives valables, mais peu connues et peu exploitées.*

*Le problème serait comment partager les acquis entre les différents niveaux et comment organiser une méthode d'implication large dans la formulation d'une politique cohérente d'environnement et de développement alliant à la fois le préventif et le curatif.*

*A l'issue d'un atelier que nous avons eu l'honneur d'animer sur l'élaboration de Plan d'Aménagement des Terroirs Villageois et qui regroupait les acteurs de onze (11) projets au Mali. Nous avons eu la chance d'avoir la participation du Responsable Régional du CILSS comme personne ressource.*

*Le constat dans les 5 pays, Burkina-Faso, Sénégal, Mali, Niger et Tchad est le suivant*

*Il n'existe pas d'étude qui fasse la synthèse des expériences et des leçons. Le constat est que certains ont privilégié l'élaboration du Schéma d'Aménagement du Territoire, d'autres des Schémas d'Aménagements Régionaux et d'autres des Schémas et Plans d'Aménagements du Terroir.*

*Les conclusions ont été qu'au niveau de la pratique pour l'aménagement et la gestion des terroirs, l'élaboration des schémas et plans obéit à 5 principes avec des démarches stratégiques clés :*

- La participation.*
- L'approche globale*
- La durabilité*
- La faisabilité*
- La responsabilité*

*Les démarches méthodologiques privilègient la concertation et la participation des populations du terroir à tous les niveaux de la démarche.*

**CONCLUSION :**

*Aussi bien dans le domaine de l'environnement et la gestion des ressources naturelles que dans l'éducation de base, nous constatons un certain partage des rôles entre l'État et la Société Civile. Ce partage se fait par la force des choses sans une concertation au préalable. Dans certains cas, la complémentarité, l'appui et la collaboration existe. Dans d'autre cas c'est encore l'incompréhension.*

**III - LES RÉSULTATS DES ANALYSES****I. - A propos du rôle des différents niveaux :**

*Nos analyses partent du constat suivant :*

*Les politiques sociales constituent l'ensemble des mesures et actions prises par les pouvoirs en place (gouvernement) pour améliorer les conditions de vie des populations.*

*Elles comprennent les aspects de principe, des aspects tactiques et stratégiques et des aspects de méthode pour leur mise en oeuvre.*

*Cet ensemble est consigné généralement dans des orientations traduites dans les plans et programmes annuels, biannuels, triennaux ou quinquennaux.*

*Les actions sociales sont prises en compte comme éléments complémentaires, ou mieux volets d'accompagnement de toute une batterie de mesures et orientations techniques et économiques.*

*Les actions sociales ou domaines qui font l'objet d'attention dans ces orientations et plans concernent :*

- *l'Éducation (classique et l'alpha) et la formation.*
- *la santé*
- *Information \ Communication.*
- *l'Urbanisation*
- *les affaires sociales (Prévoyance, retraite, maladie, vieillesse, etc...)*

*Certains domaines font l'objet de petits paragraphes sans plus dans les plans et programmes, tels que :*

- . *l'Urbanisation et Logement*
- . *Le chômage et les pauvres*
- . *La population*
- . *Les femmes*

*Il n'y a pas de consistance sauf des considérations générales, même si dans certains cas, il existe des départements Ministériels ou techniques qui s'en occupent. C'est le cas de la promotion féminine, ou de l'urbanisation et logement.*

*Les domaines comme les indigents, la population, l'éducation civique et morale, les loisirs, les affaires religieuses, l'enfance sont seulement cités.*

*Enfin, il existe des "thèmes privilégiés" comme l'éducation de base, l'Environnement, la décentralisation, la participation au développement à la base, la solidarité, et qui font l'objet de subvention internationale sont de plus en plus intégré comme aspect de politiques.*

*Les niveaux d'exécution vont du national à la localité de base en passant par la Région . Les acteurs sont multiples et sont :*

- *Le Gouvernement et ses départements techniques.*
- *Les Institutions bilatérales et multilatérales*
- *Les bailleurs de fonds*
- *Les ONG*
- *Les populations organisées en associations et groupements.*
- *Les collectivités territoriales de communes*
- *Les institutions privées (Bureau d'Etudes ou Entreprises)*
- *Quelques institutions de Recherches et de Formation.*

*Au niveau de la formulation, il faut distinguer :*

- *Le processus d'élaboration de plans et projets d'envergure national qui se fait sur la base de concertation avec les autres départements.*
- *Le processus d'élaboration de projets locaux qui se fait sectoriellement.*
- *Le processus de projet style micro-réalisation.*

*La planification est toujours descendantes malgré l'affirmation des principes de participation et de décentralisation.*

*Il existe dans la plupart des pays un document sur la méthodologie d'élaboration des programmes Régionaux et Locaux de Développement. Ces Méthodologies n'échappent pas à l'orientation centralisatrice des départements si on se réfère aux contenus qui portent sur :*

- *Les axes de la planification décentralisée ;*
- *l'intégration de la planification nationale et régionale ;*
- *les mécanismes de programmation régionale et locale ;*
- *Le système de financement de la planification décentralisée.*

*Le vrai problème réside dans l'implication des populations au niveau des phases de programmation et de planification.*

## **2 - Les Capacités des Institutions :**

*Nous nous référons ici aux conclusions de l'étude réalisée par G. NEILL et S. OUATTARA "Évaluation des Capacités institutionnelles dans le domaine de la Recherche en politiques sociales".*

*Selon les auteurs, les critères d'efficacité utilisés dans l'évaluation des institutions concernent : le mode de gestion, les ressources humaines, les moyens, le mode de financement, la programmation de la recherche et les moyens de diffusion.*

*Il apparaît qu'il existe des institutions performantes qui se suffisent à elles-mêmes comme : NISER, CERPOD, CODESRIA, IFORD, etc... qui se présentent comme des partenaires privilégiés dans l'optique de renforcement des capacités institutionnelles de recherche.*

*D'autres possèdent des Atouts importants, mais nécessiteront des appuis institutionnels conséquents. Il s'agit de l'ISSER, le CEDRES.*

*Toutes ces institutions disposent de ressources humaines qualifiées et souvent bien expérimentées.*

*D'autres institutions sous régionales comme le REMUAO, le ROCARE, le CILSS, La FRAO peuvent servir comme sources d'inspiration et aussi participer aux actions futures.*

*Il s'agirait de trouver un mécanisme d'exploitation des capacités en les renforçant, en les soutenant politiquement et financièrement et en les impliquant dans les recherches et les formulations des politiques.*

### **3 - Rédefinition du Cadre Politique pour le Développement des Politiques Sociales:**

*Le préalable pour le cadre politique est la reconnaissance de l'utilité de la création d'un réseau en politiques sociales et des services qu'il peut rendre. Si nous considérons que ce réseau peut être un outil privilégié de concertation, d'échanges et de revalorisations des acquis et compétences locales et régionales dans le processus de formulation et de planification des politiques économiques et sociales, il est important que politiquement l'idée soit soutenue et appuyée par les États et gouvernements, par les chercheurs et surtout par les partenaires au développement et financiers.*

*Que la structure ne soit pas perçue comme instrument d'intervention, ni de perturbation, mais une structure d'animation jouant un rôle de catalyseur.*

*Fort de ce soutien politique des décideurs, le réseau pourra être un vrai outil d'enrichissement des États dans la formulation des politiques. Déjà la réorganisation de l'espace politique et économique en Afrique de l'Ouest et du Centre constitue un atout de taille.*

*Ainsi la rédefinition du cadre politique pour le développement des politiques sociales pose le problème du comment:*

- *Définir le cadre et les moyens de collaboration entre la recherche en politiques sociales et les acteurs décideurs des différents pays.*
- *Améliorer les contacts et les relations de collaboration.*
- *Améliorer la communication et la gestion de l'information.*
- *Définir les rôles des différents niveaux d'intervenants.*

*La rédefinition se ramène aussi à une amélioration et même une correction de l'état actuel des relations de collaboration, et de complémentarité entre les différents acteurs. Comment instaurer et dynamiser le principe de l'implication, de la concertation à tous les niveaux d'une part et de l'autre, la coopération de tous les décideurs, planificateurs, bailleurs de fonds et chercheurs en politiques sociales.*

*Comment assurer un lien pragmatique entre le niveau local et national, d'une part et d'autre part le niveau national et régional.*

*Il est important que dans les perspectives de changement ou de réajustement des rôles de l'État par rapport à la société civile, les principes et mécanismes de l'accessibilité et de la concertation soit mieux organisés.*

*Pour cela, nous pensons qu'il faut privilégier 2 niveaux.*

**a) - Le niveau National :**

*Instauration d'un forum tri-annuel d'échanges et d'orientation. Il s'agira de réunir les représentants des différents niveaux et acteurs pour :*

- *faire l'état des lieux et collecter tous les acquis et méthodes existants en matière de politiques sociales.*
- *échanger et de trouver un consensus sur les grandes orientations concernant les méthodes, processus et contenus dans l'élaboration des politiques sociales.*
- *procéder à une large diffusion de l'information.*
- *réaliser un suivi.*
- *faire une rencontre de bilan et de programmation.*

*Le processus de décentralisation et de participation aidant, les préoccupations locales et privées seront intégrées lors de ces foras dont les résultats seront d'une part mis à la disposition des utilisateurs, (décideurs, planificateurs et bailleurs) et de l'autre serviront d'éléments d'échange au niveau de la région et du réseau.*

*Il faut reconnaître que le problème du choix de la structure d'animation \ coordination peut se poser. Nous recommandons pour cela une personne ressource expérimentée et de contact facile (Marketing oblige) pouvant pour un départ mobiliser les institutions, les départements à travers des ateliers.*

*Au besoin et en fonction des pays, ces ateliers peuvent consister en des rencontres décentralisées dans les régions. L'autre alternative est de choisir une personne ressource rattachée à une institution. Il est important que le niveau national ait la marge de manoeuvre pour choisir son mécanisme de mobilisation et de participation efficace afin d'être le réel répondant du réseau en terme de représentativité, de légitimité et d'efficacité.*

*Concrètement, il y a lieu de préciser le rôle et la place des différents niveaux de gouvernement et ceux de la société civile.*

*Les investigations et les concertations au niveau des collectivités locales ou\et décentralisées comme les communes, les quartiers, les villages ou les cercles arrondissements permettent de collecter les expériences des organisations et associations en matière d'initiatives et de solidarité et de les inclure dans les bilans et même dans ces expériences à promouvoir.*

*Les différents niveaux du gouvernement national et régional et local doivent jouer le rôle de facilitateur et développer le dialogue et la concertation pour diagnostiquer, collecter les données et associer les différents acteurs dans le processus d'analyse et de définition des priorités pour la formulation.*

*Les ONG et le secteur privé doivent être plus engagés.*

*Il s'agira de développer les mécanismes de recherches actions participatives. Ce qui sera un créneau d'implication sûre des chercheurs et Institutions.*

**b) - Au Niveau Régional : (Afrique de l'Ouest et du Centre)**

*Il s'agira de fixer le siège du réseau dans un des pays membres où les contacts, accès et communications sont faciles, mais aussi avec un certain potentiel en recherche dans le domaine des politiques sociales.*

*Le Coordinateur - animateur du réseau - aura la tâche de participer et d'appuyer le niveau national pour l'animation des foras d'orientation et de bilan.*

*Il organisera des rencontres du réseau, une à 2 fois par an pour systématiser l'échange, organiser les bilans et définir avec les autres équipes nationales les orientations et programmes.*

*Le réseau à travers le Coordinateur développera la collaboration avec les diverses institutions de recherche et d'appui en politiques sociales de la région et sur le plan international.*

*Il assurera le suivi des orientations et des programmes approuvés.*

**4 - Propositions de Points d'Entrée :**

*L'analyse des points de blocage au sein des pratiques actuelles met en évidence la généralisation d'un certain nombre de domaines et thèmes qui constituent les préoccupations essentielles.*

*Il y a nécessité de reviser ou de réajuster le contenu des programmes dans le domaine du développement humain.*

Ce DÉVELOPPEMENT humain pose le problème du rééquilibrage entre deux options ou points de vue technico-économique et socio-économique. Dans tous les cas, il s'agit de la question de redistribution équitable d'un réel bien être, c'est à dire, égal accès à la santé, l'éducation, et aux bénéfices de la croissance.

**a) - Il est important que l'un des principaux et premiers points d'entrée doit être relative au contenu et perception de "POLITIQUES SOCIALES".**

*Cette analyse doit se baser sur les éléments suivants :*

- *L'État est en crise en Afrique et est à la recherche d'alternatives honorables.*
- *Les opportunités à exploiter.*
- *Comment dépendre moins de l'assistance.*
- *Le développement d'un programme de politique National et RÉGIONAL*
- *La redéfinition de la souveraineté nationale*
- *Le développement durable et équitable*
- *Les limites de l'utilisation du pouvoir*
- *La consolidation des gouvernements locaux*
- *Le renforcement de la société Civile*
- *Le renforcement du respect de la loi*
- *La rationalisation de la propriété publique*
- *La politique souple et les relations avec les ONG et le secteur privés.*
- *Le renforcement et l'accroissement de la participation populaire.*

*L'analyse de ces thèmes à travers la grille : obstacles, perspectives nouvelles et voies de changement serait utile pour la compréhension de la notion même de politiques sociales.*

**b) - Démocratisation, Décentralisation et Participation :**

*Ces termes constituent des leitmotiv et correspondent à des*



*réalités plus ou moins saines dans nos régions. Nous pensons qu'un bon processus démocratique implique l'alternance, le respect de l'individu, du droit, la participation.*

*Ces termes sont interprétés et associés pour diverses raisons. Il est important ici que la recherche s'organise autour de la participation et tous ses contours à savoir :*

- *Quelle participation ( sur le plan)*
- *« Qui » participe (indirect ou collectif, élites locales, représentants États et Services ; intervenants ONG ou étrangers).*
- *Comment on participe (fondement, forme, organisation du contenu, le pourquoi et les intérêts et enjeux).*
- *Quels sont les éléments contextuels qui influencent la nature de la participation.*
- *analyse de la participation dans le processus de décentralisation*
- *analyse de la participation dans le processus de démocratisation*

*Les associations et organisations populaires de travailleurs, de femmes et de jeunes, tout comme les associations professionnelles ont souffert du droit d'expression. Ce qui a limité leur participation entre autres.*

*Il faut s'engager à faire participer la population toute entière, lui en fournir le pouvoir et faire prévaloir le principe de la responsabilité (accountability).*

### **D'AUTRE PART LA RECHERCHE PEUT SE PENCHER SUR :**

*. Les rôles de la société civile et des organismes locaux par rapport aux structures étatiques locales dans le cadre de l'élaboration des projets et programmes, la planification et le financement.*

*. Comment les populations perçoivent la politique sociale ? Comment la pratique t-elle ? Quels sont les mécanismes.*

*. Comment utiliser les mécanismes sociaux pour faire participer les populations à la formulation des actions ?*

### **c) - État de Droit, Éducation Civique, l'Apprentissage de la Citoyenneté :**

**La démocratisation est facteur de stabilité sociale :**

*Aujourd'hui, il est reconnu que l'apprentissage méthodique de la démocratie est la meilleure prophylaxie contre l'anarchie et le discours du fondamentalisme religieux que seul structure et tonifie l'échec des rêves populaires. Les citoyens peuvent et doivent savoir leurs droits et leurs obligations. Ils peuvent et doivent être informés et consultés. Ils peuvent et doivent décider pour eux-mêmes et contrôler la société politique. C'est aussi à ce prix que peuvent être conjurés d'autres "décennies perdues" tant il est vrai que le déficit voire le désastre économique de l'Afrique actuelle est indissociable de l'exclusion des groupes-cibles dans le choix de ce qu'on leur propose.*

*Il faudrait donc vulgariser les droits et le devoir du citoyen ; faire l'apprentissage de la citoyenneté. Il s'agira d'analyser comment la société civile (dont les 3/4 sont des ruraux non lettrés) peut s'approprier le processus de démocratisation. Ce qui nécessite une action vigoureuse pour vulgariser l'éducation civique. Les recherches porteront sur le contenu et concept ; quel langage et quel thème ; comment protéger les citoyens ruraux par l'assistance légale ; quel mécanisme d'observation et de suivi pour la gouvernance afin de faire contrôler l'administration par le citoyen.*

*Comment insérer dans les programmes scolaires des éléments de droits (matières juridiques, enseignement civique et politiques sectorielles, etc...).*

**d) - La Solidarité :**

*Terme fréquemment utilisé par les décideurs et hommes politiques. Il apparait que sa résurgence est en rapport avec la profondeur de la crise sociale et économique actuelle.*

*Les recherches doivent s'intéresser aux mécanismes culturels et traditionnels de la solidarité et leur application actuelle.*

*Il est important d'identifier les éléments de contribution de l'Afrique dans le domaine de la recherche en politiques sociales à travers les études sur les fondements de cette solidarité comme :*

- *Les mécanismes culturels et traditionnels et les pratiques;*
- *l'identité communautaire;*
- *la valeur de la famille et du voisinage;*

*qui sont des réseaux communautaires, des formes de survie. Ce sont là des aspects importants dans le traitement des déchets sociaux, car la sécurité sociale ne prend pas tout le monde en compte. A ce niveau l'Afrique peut contribuer et apporter à l'occident.*

*Les recherches se pencheront au niveau local sur le rôle et la place de cette solidarité, mais aussi les pistes à explorer pour le niveau national et inter-étatique.*

*La solidarité est-elle une forme de participation consciente des populations pour partager le risque, une forme de lutte ou de désaveu de l'injustice ?*

? *Peut-on la considérer comme un outil d'auto-promotion pouvant remplacer l'assistance*

**e) - Systèmes d'Informations et de Communications :**

*Les informations existent, le problème reste dans leur accessibilité.*

*Il s'agit de la faire savoir ; de la traiter et de la diffuser.*

*Il s'agira d'identifier les sources d'informations utiles, de trouver les bons mécanismes de les traiter et comment les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin.*

*Il existe de nombreux acquis de la recherche à tous les niveaux ; des recherches actions, des résultats des diagnostics et évaluations qui ne profitent à personne faute de traitement et de vulgarisation.*

*Comment améliorer la qualité et la performance de la presse locale et des radios privées ? Comment faire l'éducation ou DÉVELOPPEMENT à travers cet outil ?*

**f) - L'Intégration Régionale :**

*Deviens une nécessité pour survivre. Elle peut être horizontale comme verticale. Il est important de considérer qu'un nombre croissant des problèmes de ces États sont des problèmes politiques et économiques de dimensions multinationales. C'est le cas des problèmes d'environnement, de ceux des droits de l'homme, de la santé, etc...*

*Il est indispensable d'encourager la Coopération Régionale pour l'utilisation des ressources communes (fleuves, Lacs, Commerce) et l'harmonisation des ressources techniques.*

*Les thèmes de recherche doivent se préoccuper de la dynamique sociale et culturelle pour cette intégration. Ils peuvent s'articuler autour de :*

- *Comment aider à réduire les barrières entre les chercheurs, les gouvernements, les institutions régionales, les bailleurs, les décideurs et la société Civile et amener tout ce monde à s'organiser autour des activités en faveur de l'intégration régionale.*
- *Comment à travers une approche globale et multidisciplinaire, mesurer les pas franchis ; identifier les facteurs ou groupes contre et pour l'intégration.*
- *Quelles institutions promouvoir et quelle autonomie elles auront par rapport aux politiques nationales.*
- *Comment développer l'analyse des acquis existants favoriser l'échange, l'information, la connaissance et éviter de réinventer la roue dans les différents domaines.*
- *Comment développer la collaboration et la communication dans le domaine de la recherche et de la documentation.*
- *Comment faire adhérer les donateurs à l'option de l'intégration et les faire participer.*
- *Quels sont les mécanismes de collaboration efficaces et l'articulation de la complémentarité entre les pays.*
- *Comment intégrer la recherche en politiques sociales dans le processus de planification.*
- *Quels sont ou quels peuvent être les mécanismes de revalorisation des résultats des recherches en politiques sociales, leur exploitation et le suivi dans le circuit de développement.*
- *Connaissance et revalorisation des expériences de recherche-action au niveau du Privé, des ONG et des communautés à la base. EX: Dans l'environnement, la gestion et l'aménagement des ressources naturelles.*
- *Quel lien entre la Recherche Action et la Décentralisation.*

**g) - La Recherche en Politiques Sociales :**

*Il existe une méconnaissance et une sous utilisation des résultats de la recherche en politiques sociales.*

*La Recherche en politiques sociales en Afrique est en panne. Il faudrait considérer*

- *L'environnement de la recherche en sciences sociales et politiques sociales.*
- *Les domaines prioritaires en politiques sociales.*
- *Comment accroître le rôle de la recherche en politiques sociales dans la formulation et l'exécution des politiques nationales.*
- *La connaissance des acquis nationaux et régionaux des recherches en politiques sociales; des analyses comparatives.*
- *Comment redynamiser la collaboration institutionnelle.*
- *Harmonisation ou Adoption de stratégie commune.*

*EXEMPLE : CERPOD, CILSS, OMS, FNUAP, UNICEF CRDI, CIFAD, ISFRA, etc..., en terme d'Échanges.*

- *Comment appuyer l'organisation et la gestion de la recherche en politique sociale.*

#### **h) - Formations, Recyclage et Perfectionnement des Chercheurs :**

*L'Afrique a connu au cours des vingt dernières années une conjoncture économique particulièrement défavorable et la plupart des crises ont été aggravées par sa lenteur dans les réactions. Ce qui pose le problème d'implication des chercheurs dans les analyses et réflexions prospectives. Ce fait est renforcé par les constats suivants :*

- *La fuite des cerveaux.*
- *Le problème de répartition des compétences aggravant la gestion administrative locale (à cause du centralisme).*
- *Le climat de méfiance, de concurrence et de jalousie allié à certains facteurs d'exclusions, ont fait obstacle au professionnalisme local ou à l'utilisation des compétences.*
- *L'assistance technique étrangère le plus souvent imposée et mal accueillie, au lieu d'être un moyen de renforcement se comporte comme une force destructrice.*

*Alors comment apporté soutien et crédibilité aux experts, chercheurs et personnes ressources locaux.*

**La préoccupation centrale réside dans l'amélioration de la qualité des ressources humaines.**

*Il est important de trouver les mécanismes permettant de :*

- *redonner confiance à nos chercheurs et cadres sérieux;*
- *renforcer leurs capacités\compétences.*

*En plus du soutien politique, la formation, le perfectionnement et le recyclage sont des solutions sans oublier les moyens de revaloriser ces compétences.*

- *La formation, le recyclage et le perfectionnement des planificateurs, gestionnaires et praticiens en matière de politiques sociales.*
- *L'Appui pour l'identification des Institutions clés pouvant servir de base à la formation et au recyclage des fonctionnaires, gestionnaires et chercheurs.*
- *La création d'une communauté académique régionale puissante et enthousiaste capable de coopérer.*
- *La formation et recyclage des chercheurs en politiques sociales dans les procédés modernes et pratiques :*

*d'investigation*

*de description et d'analyse*

*de formation en terme d'approche, d'amélioration des techniques et des méthodes.*

*d'interprétation et de proposition.*

*de traduction des résultats en langage accessible aux utilisateurs et populations.*

*du comment exploiter et intégrer les savoirs des populations.*

#### ***i) - L'environnement :***

*L'environnement constitue la base et le cadre d'un développement durable. Il ne se réduit pas à sa seule dimension technique mais comporte aussi et surtout des aspects politiques et sociaux. C'est pour cette raison que les projets et programmes doivent tenir compte des systèmes de représentation que les communautés ont élaborés par rapport à l'environnement et à l'utilisation de ses ressources.*

- *Les problèmes de dégradation de l'environnement au Sahel ne sont pas récents.*

- Les techniques "modernes" qui visent l'intensification de la production agricole (la révolution verte) liées à une utilisation accrue des intrants externes (les engrais chimiques, la traction animale) ne sont pas souvent adoptées pour une agriculture agro-écologique dans une grande partie de l'Afrique.
- Les méthodes traditionnelles des paysans pour restaurer la fertilité des sols (exemple : la jachère) et la gestion des ressources naturelles ne sont plus adéquates ou adaptées aux conditions changeantes actuelles du Sahel.
- Les ménages qui ne possèdent pas beaucoup de terre (les pauvres souffrent le plus des conséquences de ce processus de dégradation. Souvent ils n'ont pas d'autre choix que de surexploiter la terre.
- Le processus de dégradation de l'environnement est dû à plusieurs causes structurelles :
  - \* **Économiques** : détérioration des termes d'échange pour la production agricole des paysans par rapport aux produits importés.
  - \* **Politico-sociales** : les systèmes traditionnelles de gestion des ressources naturelles ont été abolis, la pression démographique, un système de recherche et de vulgarisation inadapté.
  - \* **Changements Climatologiques** : la diminution des pluies, la sécheresse et la faiblesse de la capacité des habitants à faire face aux crises provoquées par les aléas climatiques.

Il existe certes beaucoup d'initiatives en Afrique dans le domaine de la protection et restauration de l'environnement.

Il est important d'évaluer la situation environnementale actuelle ; l'impact des projets/programmes sur l'environnement et la promotion économique.

Cependant tout le problème de l'Environnement ne se limite pas aux aspects physiques et techniques. Nous savons que l'efficacité de toute politique sociale dépend de l'environnement dans lequel elle s'inscrit :

- l'environnement politique : démocratisation et participation.
- l'environnement économique : gestion saine et transparente avec droit de regard du citoyen.

- *l'environnement socio culturel : émergence de la société civile, développement des associations de base et des privés, motivés et dynamiques, décidés à s'impliquer dans la gestion des affaires à tous les niveaux.*
- *l'environnement technico-administratif : rôle d'appui de facilitateur avec des outils adaptés.*
- *l'environnement dans les relations d'aides et de coopération : limitation du rôle des donateurs établissement de partenariat conscient et vrai dans le respect mutuel.*

*En considérant la problématique de l'Environnement et ses diverses dimensions, les recherches doivent explorer les stratégies et moyens à organiser au niveau des communautés, des collectivités, du pays et de la sous région.*

*L'analyse a démontré que la réalité du Sahel est très complexe. Dans une stratégie efficace, il faut considérer les critères pas seulement agro-techniques, économiques et écologiques, mais également des aspects socio-économiques, culturels et institutionnels.*

*Par exemple, les leçons tirées de beaucoup d'expériences révèlent que le développement durable n'est pas possible sans l'aide de la population locale.*

*Mais tant que les paysans eux-mêmes ne prennent pas conscience de la problématique de l'environnement, ils ne changeront pas leurs pratiques. Et pour modifier ces pratiques, il importe une bonne organisation locale, et une démarche d'intervention participative. Dans ce contexte, il faut accorder une attention spéciale aux femmes, parce qu'elles remplissent souvent un rôle crucial dans la production.*

## **CONCLUSION :**

*Il existe en plus des thèmes évoqués en haut d'autres points d'entrée possible comme*

*:*

- *Les Recherches Comparatives du changement des rôles des États et Gouvernements dans le nouvel ordre mondial.*
- *Les Politiques d'Ajustement Macro-économique et des secteurs sociaux.*
- *L'importance de la décentralisation, de la privatisation et la Responsabilisation (auto prise en charge).*



- *L'efficience\efficacité des formulations, exécutions et évaluations des politiques sociales en cours.*
- *Le partenariat réel.*

## **5 - PROPOSITION DE MÉTHODOLOGIE ET DE COLLABORATION :**

*Le diagnostic du processus de formulation et de planification des politiques sociales montre clairement la mise à l'écart des institutions de recherches et des chercheurs ; le peu d'importance accordée aux nombreux résultats et expériences existants, le peu de concertation des acteurs, de la société civile, des ONG, du secteur privé.*

*Pour remédier à cet état de chose, nous pensons qu'il faudrait s'inspirer des acquis et expériences des sciences appliquées en l'occurrence la recherche agronomique et de l'expérience de la participation populaire au développement de ARUSHA.*

*Pour le cas de la recherche agronomique, à partir de la recherche-action thématique, il existe une chaîne d'échanges et d'analyses assez intéressante.*

### **EXEMPLE DU MALI :**

*Au département de l'Agriculture à l'IER où Institut d'Économie Rurale, en passant par les Centres de Recherche, les Stations de Recherches, les Fermes d'Expérimentation, les paysans pilotes et paysans volontaires de la zone ; la recherche à travers les expérimentations, le dialogue et les échanges progresse. Le bilan est fait périodiquement aux niveaux local, régional, national, impliquant tout les acteurs. Le processus de concertation et d'échanges continuent avec les pays de la Région.*

*Ce processus qui associe le savoir des paysans à travers un va et vient constant débouche sur une orientation de la politique agricole selon le domaine étudié.*

### **EXEMPLE D'ARUSHA :**

*Quant au domaine de la participation populaire au développement, l'exemple de la conférence de ARUSHA est assez illustratif.*

*Cette conférence initiée par l'OUA \ CEA Février 1990 a eu le mérite d'associer les décideurs politiques et financiers (représentants des gouvernements, les représentants des organisations et institutions bilatérales et multilatérales) les chercheurs et les institutions de recherche, les ONG, les organisations de base et les associations socio-professionnelles, les jeunes, les femmes, etc... pour poser clairement le problème de la participation, les obstacles et quelles solutions. Avec la force de l'argumentation, la conférence avec conviction a pu prendre une position et des décisions politiques fermes par rapport à la participation populaire.*

*"Que tous les programmes et plans de politiques de développement impliquent obligatoirement la population et utilisent les méthodes participatives". Le message a été clairement transmis et les participants au niveau des États en ont fait leur cheval de bataille. Sans prétendre évaluer les résultats, nous pouvons dire que tout le monde en fait une préoccupation même s'il n'y a pas de maîtrise saine des méthodes.*

*Nous pensons que le CRDI doit, en collaboration avec d'autres institutions convaincues, mobiliser les décideurs, bailleurs de fonds, chercheurs et société civile à travers des rencontres, tables rondes ou séminaires autour du "comment impliquer la recherche et les résultats des recherches en politiques sociales dans la formulation, l'élaboration et l'exécution des politiques de développement.*

*Après ce séminaire, il serait judicieux qu'au niveau de chaque État, il y ait concertation entre l'État, les ONG, les populations, les Institutions de recherche et les chercheurs pour :*

- *faire un briefing sur les résolutions du Séminaire,*
- *les mécanismes de développement et de collaboration entre les structures nationales,*
- *la formulation d'une orientation nationale de la recherche en politique sociale (priorités, programme et planification.),*
- *l'organisation de la recherche en politique sociales s'inspirant des sciences techniques,*
- *l'association de la recherche en politique sociale dans l'élaboration des politiques sectorielles.*

*Cette démarche sera facilitée par l'animateur coordinateur par pays et le coordinateur régional pour le réseau de recherche en politique sociale.*

## **6 - PROPOSITION POUR LES RESSOURCES HUMAINES ET LES INSTITUTIONS**

*Compte tenu de l'importance de la question, un travail d'investigation et d'information doit être entrepris avec urgence.*

- *faire un recensement des chercheurs ou une réactualisation des données sur les chercheurs en Politiques Sociales.*
- *établir une organisation interne par l'Etat des critères d'attribution du titre de chercheurs.*
- *Indication des références importantes par pays et par secteurs.*
- *Une concertation élargie pour déterminer les besoins technique, méthodologique, institutionnelle et d'informations des chercheurs.*
- *Une priorité dans les actions à entreprendre pour rendre les chercheurs plus opérationnels et performants à travers les formations, méthodologiques, les recyclages, la mise à niveau, etc...*
- *La mise en place du Comité d'Orientation Consultatif de la Recherche en Politiques Sociales par pays qui sera épauler par l'animateur - Coordinateur du Réseau.*

*Un autre aspect important serait à partir des Études réalisées par G. NEILL et S. OUATTARA de choisir au niveau de la région Ouest et Centre Africaine 2 ou 3 institutions de recherches spécialisées avec mission de collaborer et d'appuyer les équipes et structures nationales selon des contrats claires et précis. A ce niveau le CERPOD joue déjà un rôle important.*

*En outre la sélection de 3 ou 4 institutions nationales qui se chargeront de développer des recherches sur des thèmes d'intérêt général et qui seront l'objet d'échanges.*

*Dans tous les cas pour plus de pragmatisme, il faut déboucher sur les propositions concrètes permettant de mettre un mécanisme opérationnel de redynamisation en place.*

## CONCLUSION :

*Les États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sont à un stade extrêmement critique de leur évolution. Écrasés sous le poids des différents facteurs négatifs, une démographie galopante, un service de la dette insoutenable résultant des politiques économiques mal conçues ; une paupérisation accrue des populations aux conséquences multiples avec des risques d'explosion à tout moment.*

***Les masses laborieuses trop longtemps muselées et trompées sont à la recherche de l'amélioration de leur condition de vie et ne veulent plus rester "ces damnées de la terre". Elles réclament avec force plus de liberté, de justice et de démocratie. Elles réclament avec encore plus de force, plus de nourriture, plus d'éducation, d'information et de santé ; un mieux être qui chaque jour semble s'éloigner un peu plus.***

*Ceci interpelle les décideurs, les politiques, les gouvernements, les institutions donatrices ou d'aide multi et bilatérales, les chercheurs à faire preuve d'engagement et de collaboration dans la manière d'agir et de gérer.*

*Le défi est énorme pour les planificateurs et décideurs dans ces pays d'avoir malgré leur divergences en matière de formulation et de mise en place des politiques sociales, une meilleure perception de la nécessité d'intégrer les politiques sociales à d'autres politiques publiques en tenant compte, en particulier, des impacts négatifs des éléments socio-économiques afin de promouvoir de développement humain.*

*Il est important et urgent de mettre en place des mécanismes de collaboration, d'échange, de revalorisation et d'exploitation des atouts de différents pays. Cette stratégie passe par le renforcement des capacités des institutions de recherche en politique sociale ; la mise en place de plateforme de concertation et d'échange, l'intervention vigoureuse dans le processus de formulation, planification et de mise en place des politiques sociales ; donc l'implication des chercheurs, mais surtout de la société civile ; car l'avenir d'un développement équilibré dépend de notre capacité d'intégrer les deux politiques sociales et économiques.*

**BIBLIOGRAPHIE**

- La Recherche en Politiques Sociales : Évaluation des capacités Institutionnelles - CRDI ; MAI 1993.  
G - NEILL et S. OUATTARA.
- Research on Social Policy : Proposals For a Future Agenda - JULY 1993 - CRDI  
MARIO TORRES.
- Stratégie d'Appui à la Recherche en Afrique Occidentale et Centrale - CRDI.
- L'Etat de la Crise en Afrique : La Recherche d'une Seconde Libération Suède 1992  
Fondation DAG HAMMAR SK JOLD.
- Coalition Mondiale pour l'Afrique : Documents de : Développement, Démocratie et Dette Avril 1992. - PAYS BAS.
- Séminaire de Lancement de la Phase II  
"Comment accroître le rôle de la Recherche en Éducation dans la formulation et l'Exécution des Politiques Éducatives en Afrique de l'Ouest et du Centre.  
"Oct. 1993 ; CRDI-ROCARE-BAMAKO.
- Les Priorités de la Recherche et l'Intégration en Afrique de l'Ouest - UO-CEDRES, CDEAO, CRDI, Rapport Séminaire.  
OUAGADOUGOU ; AVRIL 1992.
- Rapport de la Consultation Régionale sur la Promotion Economique des Femmes Rurales en Afrique.  
Sub-Saharienne - DAKAR ; AOUT 1991, FIDA.
- Conférence Panafricaine sur l'Éducation des Filles  
OUAGADOUGOU ; AVRIL 1993 - RAPPORT.
- Bulletins d'Information No 2.  
Réseau Afrique 2000 : Protéger l'Environnement\Promouvoir le Développement.  
BURKINA-FASO ; JANVIER 1993.
- Sociétés Pastorales à la Croisée des chemins  
(Suivie et Développement du Pastoralisme Africain).  
Projet NOPA ; NOV. 1992 NAIROBI. UNICEF
- Le Rôle des ONG dans le Développement de l'Afrique  
E - BINAMA NOVIB ; NOV. 1991.
- Stratégie à Long terme pour la survie de l'Enfant dans les Régions du Nord pour les PVO\ONG au MALI.  
JUN 1993 - Groupe PIVOT ; O. TRAORE.

- La Politique de Solidarité, Orientations et Programmes, NOV. 1992  
Ministère de la Santé de la Solidarité et des Personnes Agées - MALI.
- Documents Atelier National sur :  
Définition d'une Politique Nationale de Communication pour le Développement -  
PNUD, FAO, MCC, MALI ; OCT. 1993.
- Méthodologie de l'élaboration des Programmes Régionaux et locaux de Développement - Août 1991 - Ministère du Plan et Coop. Intern. - MALI.
- Conception et Montage participatif de projets  
AMRAD - MARS 1992 MALI.
- Cours de Recherche sur les Services de Santé  
Guide de Cours - OMS - AID - 1983.
- Évaluation rapide de Sécurité Alimentaire au Tchad  
FAO - SEPTEMBRE 1992.
- "Planification, ONG, Collectivités et Organismes Locaux"  
Communication - Séminaire sur "ONG et Décentralisation - La problématique de la Relation Micro - Macro-Economique ; MARS 1993 - S. DOUMBIA.
- "Émergence et Croissance de la Démocratie et la Société Civile au Mali" -  
Présentation à Inter Action Forum - Transforming Civil Society And the Environment Through People's Empowerment - APRIL 93.  
WASHINGTON ; S. DOUMBIA.
- Réflexion sur la création d'une fondation de Développement Communautaire au Mali -  
AOUT 1993.  
US-AID \ KUNAFONIE SERVICES - RAPP. COLLECTIF.